

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine
BP 50520
83000 Toulon

Toulon, le 09/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DGSCGC

189 Route des Trois Lucs
13011 Marseille

Références : D-UD83-2025-0170
Code AIOT : 0006412925

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement DGSCGC implanté chemin de Tourris 83200 Le Revest-les-Eaux. L'inspection a été annoncée le 11/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DGSCGC
- chemin de Tourris 83200 Le Revest-les-Eaux
- Code AIOT : 0006412925
- Régime : Autorisation ; Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Tourris est dédié à l'entreposage de déchets de produits explosifs et d'explosifs de dotation. Il est utilisé pour le transit des munitions historiques et des munitions et explosifs saisies par l'autorité de police avant destruction, ainsi que pour le stockage des explosifs utilisés pour la destruction des déchets et pour les interventions.

Thèmes de l'inspection :

- Suivi de l'inspection du 17/01/2024
- Action régionale perte d'utilités électrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 7.3.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 7.5.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	6 mois
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 7.6.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Actions engagées pour la mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Demande d'action corrective	3 mois
10	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 1.2	/	Sans objet
2	Condition d'entreposage	Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 8.1.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Délai d'entreposage	Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 8.1.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Protection Foudre	Arrêté Préfectoral	Avec suites, Lettre de suite	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		du 16/02/2023, article 7.6.3	préfecturale	
8	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a été programmée afin de vérifier le suivi des points de contrôle non-conformes constatées lors de la dernière inspection du 17/01/2024.

L'exploitant a transmis son plan d'action et des justificatifs par courriel du 08/04/2024 et il a présenté son avancement lors de l'inspection. Certaines actions sont finalisées et d'autres actions de mise en conformité sont engagées. Ces éléments sont détaillés dans les points de contrôle ci-dessous.

D'autres points de contrôle ont été déclinés dans le cadre de l'action coup de poing 2025 - Perte d'utilités électrique. L'exploitant a pris en compte la perte d'électricité dans le fonctionnement de son dépôt. Cependant il a été constaté une défaillance de la durée de l'alimentation de secours et certains éléments restent à clarifier. Ceux-ci sont détaillés dans les points de contrôle ci-dessous, en particulier les justifications des durées de fonctionnement des systèmes « batteries de secours-onduleurs », la mise en place de procédure spécifique ainsi que la clarification de la maintenance et du suivi de ces équipements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Respect nomenclature
Prescription contrôlée : Tableau de la nomenclature. 4220 2793 et 1532 L'entreposage de ces déchets sur site est limité à 6 mois, durée qui est tracée dans un registre tenu à la disposition de l'Inspection. L'origine géographique des déchets est essentiellement de la région PACA. Tout entreposage, même momentané, de munition chimique ou arme chimique est interdit.
Constats : Les quantités de déchets et d'articles de dotation présents dans les 4 alvéoles du dépôt de Tourris sont inférieures aux seuils prescrits dans l'arrêté préfectoral d'autorisation pour les rubriques de la nomenclature 4220-2 et 2793. Le timbrage est suivi via le logiciel interne SOPHI, regroupant les données de mouvements des agents, des quantités de matières entrantes et sortantes, les missions de transports. Aucun emballage en bois n'est stocké en extérieur, contrairement à l'inspection du 17/01/2024.

L'exploitant indique que la création d'un local pour stocker sous abri les emballages spécifiques et ainsi éviter leur dégradation est projeté et fera l'objet d'un porter à connaissance auprès du Préfet avec une analyse de risque comme indiqué par l'Inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : il est rappelé que chacune des armoires de la soute 4 est dédié à une division de risque, et qu'il est interdit de stocker 2 divisions de risque différentes dans une même armoire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Condition d'entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 8.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Condition d'entreposage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : Aucun produit dangereux ne se trouve dans la même cellule que celle(s) où sont stockés les déchets pyrotechniques. Les déchets incompatibles entre eux sont stockés dans des locaux distincts. Une procédure particulière indique d'une part, la liste des types de munitions et éventuels autres de déchets pyrotechniques interdits sur le site et d'autre part, la liste de ceux devant faire l'objet d'une attention particulière quant à leur manipulation ou leur stockage. Pour toutes les familles de déchets pyrotechniques, le stockage se fait en caisse. Il est interdit de gerber des caisses contenant des déchets pyrotechniques. Les locaux de transit de déchets pyrotechniques sont conformes à l'arrêté type 2793-2 en vigueur. L'exploitant établit une procédure qui définit les modes d'entreposage des déchets ainsi que des produits pyrotechniques et le suivi des quantités entreposées de chaque catégorie. Des conditions d'entreposage spécifiques des déchets pyrotechniques sont précisées en ANNEXE 3.
Constats : En amont de l'inspection l'exploitant a transmis le manuel d'utilisation du dépôt Version n°4 du 08/04/2024 qui encadre les activités réalisées sur le dépôt notamment les types de munitions et déchets pyrotechniques interdites sur le site, les modes d'entreposage des produits et déchets, les limitations d'activités selon les conditions météorologiques. Suite à la dernière inspection du 17/01/2024, il avait été demandé la mise à jour des notes affichées à l'entrée des soutes. Lors de l'inspection du 19/03/2024, il a été constaté que les consignes affichées sont en cohérence avec le manuel d'utilisation et l'arrêté préfectoral d'autorisation pour les limitations de matières

active autorisées par division de risques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Délai d'entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 8.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Délai d'entreposage
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets pyrotechniques doivent avoir un temps de transit sur le site le plus court possible et limité à 6 mois.</p> <p>Dès l'acceptation des déchets sur le site une date prévisible d'élimination est fixée pour chaque lot.</p> <p>Les sites d'élimination finaux des déchets sont clairement identifiés et tracés dans le registre de traitement des déchets pyrotechniques.</p> <p>En cas d'entreposage pendant plus de 1 mois des déchets, l'exploitant met en place un contrôle afin de s'assurer du bon état de ces munitions selon une fréquence adaptée. Le résultat de ce contrôle est tracé. Le cas échéant, notamment en cas d'état anormal détecté, il organise leur enlèvement dans les plus brefs délais selon les règles en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la dernière inspection du 17/01/2024, il avait été demandé à l'exploitant que les modalités de stockage permettant de limiter la durée de présence sur site soient intégrées dans le manuel d'utilisation du dépôt, ainsi que la mise en place d'une traçabilité du contrôle de ces déchets et produits.</p> <p>Dans son courrier du 08/02/2024, la DGSCGC a indiqué la programmation de rédaction de consignes d'exploitation intégrée au manuel d'exploitation sur les modalités stockage, du contrôle de l'état physique des munitions et produits stockés ainsi que l'obligation de renseigner un formulaire d'enregistrement associé à cette action de contrôle.</p> <p>En amont de l'inspection l'exploitant a transmis le manuel d'utilisation du dépôt Version n°4 du 08/04/2024. Le manuel précise les durées de stockage maximale (6 mois) des déchets d'explosifs dans les soutes avant destruction obligatoire.</p> <p>Les modalités de stockage ne sont pas précisées : en particulier la limitation de hauteur lors du gerbage des déchets et ses modalités de mise en œuvre (par exemple : nombre de caisses maximales, lignes murales...)</p> <p>Le contrôle de l'état physique des produits n'est pas décrit. L'exploitant précise que ce contrôle est systématique lors de la venue d'un agent sur le site et qu'en cas de problème, cela doit être déclaré via une nouvelle fiche de traçabilité nommé « tableau de notifications d'anomalies ». A chaque déclaration inscrite dans ce tableau, les éléments sont remontés systématiquement au « référent des soutes » du GID ainsi qu'au chef de centre de Marseille.</p>

<p>2 notifications sont inscrites depuis le début 2024 concernant des problématiques de traçabilité par l'absence d'enregistrement de certains déchets.</p> <p>L'exploitant indique que ce tableau va évoluer afin de préciser clairement la localisation de l'anomalie ainsi que d'encadrer plus précisément les données à indiquer.</p> <p>En parallèle, une main courante recensant l'entièreté des évènements indésirables est présent sur le site de Marseille.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit intégrer dans son manuel d'utilisation les modalités de stockage en hauteur ainsi que l'utilisation du tableau d'anomalies.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Plan d'opération interne

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 7.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore un POI en vue de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; - mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents. <p>Le POI est rédigé sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés dans l'étude de dangers. Il est cohérent avec la nature et les enveloppes de tous les différents phénomènes de dangers (qui peuvent être regroupés) envisagés dans l'étude de dangers, dont les stationnements temporaires. Les Services d'Incendie et de Secours sont consultés sur son contenu.</p> <p>Le POI contient à minima les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La description qualitative et quantitative des risques en présence et des moyens d'intervention dont l'exploitant peut disposer afin de les maîtriser ; - Le schéma d'alerte décrivant les actions à mener en cas d'incendie ou d'événement non souhaité en périodes ouvrées et non ouvrées du dépôt ; - L'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - Les modalités et lieux d'accueil des services d'Incendie et de Secours en périodes ouvrées et non ouvrées du dépôt ; - Les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant met en œuvre pour protéger le personnel, les populations, la santé publique, les biens et l'environnement contre les effets des accidents ; - Les périmètres de sécurité et les zones de replis en cas d'explosion ou de non maîtrise d'un incendie sur site par les primo-intervenants ; - Une ou plusieurs cartographie(s) de l'installation et de ses environs localisant : - l'emplacement des

<p>poteaux incendie ou réserves équivalentes et autres moyens de lutte contre un incendie précisés à l'article 7.5.3, - la localisation des interrupteurs de coupures des énergies,- les bâtiments du site, - les zones de stockage et leurs dangers spécifiques, - les différents accès et des zones d'effets engendrés par les installations ;</p> <p>Il est réexaminé et mis à jour au moins une fois tous les 3 ans ainsi qu'à chaque changement notable porté à la connaissance du préfet par l'exploitant, avant la mise en service d'une nouvelle installation, à chaque révision de l'étude de dangers, à chaque modification de l'organisation, à la suite des mutations de personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'opération interne daté du 12/12/2024 a été transmis à l'Inspection en amont de l'inspection programmée le 19/03/2025.</p> <p>Ce document intègre les coordonnées, les personnes habilitées à déclencher le POI, les schémas d'alerte, les localisations, les plans des zones d'effets pour chaque scénario, ...</p> <p>Certains éléments ne sont pas assez développés. A titre d'exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - absence des modalités d'accueil du SDIS en périodes non ouvrées du dépôt - localisation de coupure des énergies - plan intégrant les lieux de fermeture des routes - coordonnées des personnes à alerter (COGIC, SDIS, DREAL, Site SEVESO Tourris, Voisinage SOTEM ...) - les logigrammes des schémas d'alerte doivent être plus précis, en particulier sur « intervention du SDIS » (dans quel cadre ? qui les alerte ? Comment ? ...), ainsi que sur les mesures à prendre en cas d'incendie (évacuation de la zone ou intervention ?) Il convient également d'encadrer l'intervention de la police en cas de déclenchement de l'alarme incendie. <p>Le POI n'a pas été transmis au service du SDIS.</p> <p>Le POI doit être un document autoportant, et faire l'objet d'une diffusion aux services listés.</p> <p>Aucun exercice n'a été réalisé depuis la signature de l'AP d'autorisation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le POI doit être complété puis diffusé aux différents services (SDIS DREAL SIDPC) dans un délai de 3 mois.</p> <p>Un exercice devra être programmé sur le site avant 02/2026. Cet exercice devra faire l'objet d'un compte-rendu.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/01/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;- d'un poteau incendie de 100 mm normalisés (NFS 61.213 et 62.200), conformes au règlement départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie et susceptibles d'assurer un débit minima de 60 m³/h d'une durée d'au moins 2 heures sous 1 bar de pression. Ou d'une réserve d'eau de 120 m³ minimum pérenne toute l'année. Cette réserve disposera de prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services de secours de s'alimenter. A proximité, une plateforme de 8 mètres par 4 mètres permettra la mise en station des engins de lutte contre l'incendie ; <p>Ce poteau ou cette réserve devra être implanté au-delà de la zone d'effets Z4 la plus défavorable issue de l'étude des dangers. Toutefois, ce point d'eau devra être distant de 400 mètres au plus des bâtiments de stockage, cette distance étant mesurée à partir des voies praticables par les sapeurs-pompiers. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</p> <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs répartis sur les lieux à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. d'une réserve de sable d'au moins 100 litres, accompagnée d'une pelle et d'une batte. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. L'exploitant transmet l'ensemble des éléments permettant d'identifier les risques de l'installation aux services de secours ou d'urgence compétents. Il élabore un plan facilitant l'intervention de ces services en cas d'accident défini à l'article 7.2.1 du présent arrêté. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Cette vérification ainsi que tout usage donne lieu à un enregistrement qui est tenu à disposition des services de secours ou d'urgence compétents. L'exploitant se tient à la disposition des services de secours ou d'urgence compétents dans le cas où ceux-ci souhaiteraient procéder à des exercices d'intervention.</p>

<p>Constats :</p> <p>A la suite de la dernière inspection du 17/01/2024, il avait été demandé à l'exploitant d'implanter la réserve incendie supplémentaire répondant aux exigences d'éloignement dans un délai de 6 mois.</p> <p>Par courriel du 08/04/2024, l'exploitant a indiqué prévoir une rencontre avec le SDIS 83 afin de fixer le lieu d'implantation de la réserve incendie.</p> <p>Dans le courant de l'année 2024, l'exploitant a engagé des démarches et des échanges ont eu lieu avec le SDIS, la métropole TPM en charge de la DCI, l'entreprise SOTEM afin d'identifier les possibilités d'implantation de la réserve.</p> <p>L'exploitant va étudier la possibilité d'utiliser les terrains militaires longeant la route départementale.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit implanter la réserve incendie supplémentaire répondant aux exigences d'éloignement dans un délai de 6 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 7.6.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la dernière inspection du 17/01/2024, l'exploitant a fourni le rapport de travaux électriques de la société EURELEC du 20/03/2024.</p> <p>L'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification électrique qui a fait l'objet d'une intervention le 17/05/2024 par BUREAU VERITAS. Ce rapport indique une non-conformité sur le local</p>

<p>technique (écart présent depuis 11/2020).</p> <p>L'exploitant indique que les rapports sont automatiquement transmis à la société EURELEC pour lever des non-conformités, et indique prévoir une clarification sur le point récurrent.</p> <p>En parallèle, à la suite des travaux de protection contre la foudre finalisés en 02/2025, de nouveaux contrôles dont un contrôle électrique vont être réalisés par l'APAVE.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir sous 3 mois les éléments démontrant que les travaux de mise en conformité des installations électriques ont été réalisés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Protection Foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/02/2023, article 7.6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection Foudre</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/01/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les travaux préconisés par l'Etude technique foudre : APAVE n° 10095344-001-1.</p> <p>Les bâtiments de stockage sont équipés de moyens de protection efficaces contre la foudre selon les normes en vigueur.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. Le registre est tenu à disposition de l'organisme de contrôle. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée et le résultat de ce contrôle est noté sur le registre</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les documents relatifs au risque foudre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'analyse du risque foudre Rapport n°: 10095343-001-1 du 10/01/2018 - l'étude technique foudre Rapport n° : 10095344-001-1 du 15/01/2018 - la notice de vérification et de maintenance Rapport n° : 10095344-001-1 du 15/01/2018 <p>A la suite de la dernière inspection du 17/01/2024, l'exploitant a engagé les travaux de mise en conformité des dispositifs contre la foudre.</p> <p>Ces travaux ont débuté en 09/2024 pour terminer en 02/2025.</p> <p>Sur sites il a été constaté la présence des dispositifs de protection : parafoudre, dispositif de capture, conducteurs de descente, 2 compteurs d'impact ...</p> <p>Les 2 compteurs indiquent « 0 » impact de foudre.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une <u>vérification complète</u> de l'installation doit être réalisée selon la notice de vérification et de

<p>maintenance <u>au plus tard 6 mois après leur installation</u> (article 21 le l'arrêté ministériel du 04/10/2010), soit avant 08/2025.</p> <ul style="list-style-type: none"> - un <u>carnet de bord</u> doit être tenu consignait les informations et les évènements dus à la foudre dont les impacts foudre (article 19 le l'arrêté ministériel du 04/10/2010) - les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée dans un délai maximum d'1 mois après l'impact par un organisme compétent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions régionales, Alimentation en énergie, stratégie et mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dépôt de Tourris est alimenté par le site militaire SEVESO Seuil Haut de Tourris. Le chef du centre de déminage de Marseille détient les coordonnées de la personne ressource en charge des utilités du site SEVESO voisin.</p> <p>Les utilités associées à l'alimentation en énergie du site sont les éclairages dont ceux liés à l'alarme anti intrusion, la détection incendie et les différentes caméras de surveillance.</p> <p>En fonctionnement normal, lors du déclenchement de l'alarme incendie / intrusion, le relai est réalisé via un boîtier GS4 qui transmet l'alerte à la salle de commandement du commissariat central de la police nationale de Toulon. Des mesures spécifiques sont mises en œuvre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Actions engagées pour la mise en sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions régionales, Mise en sécurité - Procédures & Consignes
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : [...] -Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. [...] -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; [...]
Constats : Le site est équipé de 2 onduleurs associés à des batteries installées, contrôlées et maintenues par la société AVANTAGE. Ces systèmes doivent prendre le relais au moins sur 24h pour la détection incendie et l'anti intrusion en cas de perte d'électricité. En effet, l'étude des dangers définit une mesure de maîtrise des risques BH22 qui est l'alarme incendie avec une batterie d'autonomie de 24h minimum. Lors de la visite d'inspection, une coupure d'électricité était en cours sur le site. Les onduleurs présents sur sites n'ont pas tenu la durée minimale de 24h attendue. L'exploitant a précisé que cette défaillance était due à une erreur de branchement des utilités sur les onduleurs et ses batteries, qui n'ont pas été réalisés conformément à la commande. De ce fait, l'onduleur devant tenir 24h a alimenté des utilités complémentaires qui ont vidé les batteries plus rapidement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'assurer que les systèmes « onduleurs-batteries » tiennent le délai requis, c'est-à-dire minimum 24h selon son étude des dangers, et doit transmettre les éléments probants justifiant de ce respect. De même l'exploitant doit s'assurer que les alertes lui sont transmises et fournir ces justificatifs à l'inspection sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
Thème(s) : Actions régionales, Mise en sécurité - Pérennité = 48h ?
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...] Arrêté du 04/10/2010 - Art. 64 « Equipements à l'arrêt. » En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement. Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant. L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité). Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »
Constats : Comme indiqué au point de contrôle précédent, le site n'était plus alimenté en électricité lors de l'inspection, et les onduleurs et batteries n'ont pas pris le relais sur le temps escompté de minimum 24h. L'exploitant a présenté l'organisation mise en œuvre dans le cas d'une coupure totale du site. Cette organisation n'est pas clairement formalisée dans une procédure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'organisation et les mesures mises en œuvre en cas de coupure électrique doivent être définies dans une procédure sous 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions régionales, Maintenance et test
Prescription contrôlée : <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »</p>
Constats : <p>L'exploitant précise que les durées de fonctionnement des onduleurs et des batteries de secours ont été définies avec le prestataire AVANTAGE pour un maintien de minimum 24h sur les dispositifs de détection incendie et d'intrusion.</p> <p>Ce prestataire réalise annuellement des contrôles des systèmes de détection incendie et d'anti-intrusion.</p> <p>Sur le contrôle du 19/10/2023 présenté lors de la dernière inspection, il est indiqué qu'il est prévu la vérification du maintien onduleurs en cas de coupure, la vérification des batteries de secours, et la réalisation d'un test de l'onduleur avec une coupure de l'alimentation 220v.</p> <p>L'exploitant indique que ces équipements sont régulièrement changés lors de la maintenance pour répondre à leur maintien dans le temps. Ces éléments ne sont pas précisés sur les rapports de contrôle.</p> <p>Les rapports de la société AVANTAGE présentés ne sont pas assez détaillés. A titre d'exemple, ils ne permettent pas de connaître les durées de fonctionnement en cas de coupure, si les batteries ont été testées, si des équipements ont été changés...</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Les rapports de contrôle doivent être plus précis sur les performances des équipements, les contrôles effectivement réalisés, les maintenances et modifications réalisées, et doivent être accompagnées de schémas de conception.</p> <p>Ces éléments seront transmis à l'inspection suite à la prochaine vérification qui doit être réalisée sous 2 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois